

la sécurité humaine. Sous la direction du secrétaire général Gaviria, l'OEA a élaboré une « nouvelle vision » de son rôle comme principale tribune politique et sociale de l'hémisphère. La création du Service pour l'encouragement de la démocratie et l'ajout des questions de sécurité humaine aux attributions du Comité de la sécurité dans l'hémisphère attestent la capacité de l'Organisation d'adapter son rôle aux défis du prochain siècle. Le mandat donné à l'Organisation par les dirigeants du Sommet ajoutera une impulsion et une définition supplémentaires au processus de modernisation de l'OEA.

À propos de la réforme de l'OEA, la secrétaire Green, la secrétaire d'État Albright des États-Unis et moi avons discuté des moyens de compléter ces efforts par une plus grande coopération entre les trois pays d'Amérique du Nord face aux nouveaux défis humains et sociaux. Nous avons convenu d'un programme de coopération trilatérale qui met en valeur notre identité nord-américaine commune. Il en découle des défis et des possibilités uniques pour le resserrement de la coopération continentale sur un large éventail de questions de sécurité humaine.

Par exemple, comme Nord-Américains, nous devrions coopérer davantage sur les problèmes environnementaux communs, les opérations de secours en cas de catastrophe continentale, la multiplication des échanges personnels entre étudiants, universitaires, Autochtones, fonctionnaires, membres du secteur privé, etc. La secrétaire Green, la secrétaire Albright et moi relevons ce défi parce notre coopération peut améliorer la vie quotidienne de nos citoyens et qu'elle prend appui sur ce que nous avons en commun. Nous allons nous réunir à nouveau dans quelques mois pour faire le point.

Les drogues illicites

Les questions de sécurité humaine occupent certainement une place croissante à l'ordre du jour de l'hémisphère. Leurs dimensions ont un impact sur nos façons de faire et nous encouragent à examiner de nouveaux partenariats et de nouvelles approches.

Une menace en particulier — les drogues illicites — pose un grand problème de sécurité humaine aux gouvernements et aux peuples de l'hémisphère. C'est un problème qui nous atteint tous, que ce soit les enfants des rues qui détruisent leur vie en reniflant de la colle jour après jour, les citoyens qui doivent payer des impôts pour la police des circuits des trafiquants, ou les États dont les relations délicates sont encore compliquées par la politique internationale concernant les drogues illicites.

De multiples façons, il s'agit d'un défi de sécurité humaine par excellence : multiforme, transnational, attrayant en surface, d'une grande ingéniosité d'adaptation, mais brutalement destructeur. À ce titre, il réclame une réponse de sécurité humaine créative, multidimensionnelle, coopérative et pourtant décisive.

Il se fait déjà beaucoup à cet égard. De nombreux gouvernements ont une stratégie nationale antidrogue qui inclut des mesures visant à réduire la demande par des programmes d'éducation et de santé, à réduire l'offre par l'éradication ou par le développement alternatif, et à contrôler le trafic par l'interdiction, l'application de la loi, ou la lutte contre le blanchiment d'argent.

Les organisations non gouvernementales jouent aussi un rôle majeur, par exemple en effectuant des recherches spécialisées pour guider les interventions de santé publique et en réalisant des projets de développement communautaire. La Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues [CICAD] encourage la coopération entre les États des Amériques. La CICAD travaille actuellement à l'implantation d'un mécanisme d'évaluation multilatéral. Diverses tribunes des Nations Unies favorisent aussi l'élaboration d'approches multilatérales de ce problème.

Comme dans d'autres contextes, le Canada et le Mexique collaborent abondamment dans le cadre de ces organisations antidrogue. Nous croyons cependant qu'il faut faire plus pour obvier à cette menace et pour tenir compte intégralement de son impact sur la sécurité humaine. L'absence de progrès dans notre lutte commune contre les drogues illicites mettra en péril d'autres objectifs comme l'intégration à l'échelle de l'hémisphère et la consolidation de la démocratie.

C'est pourquoi le Canada a offert, au Sommet de Santiago l'an dernier, de convoquer un Dialogue des